



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/11  
11 avril 2014

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante-douzième réunion  
Montréal, 12 – 16 mai 2014

**RAPPORTS DE SITUATION ET CONFORMITÉ**

**RÉSUMÉ ANALYTIQUE**

Les principales questions traitées et conclusions sont :

- Le Botswana, la Libye et le Soudan du Sud n'ont pas fait part de la mise en place de systèmes d'autorisation ;
- Plusieurs pays n'ont pas inclus les mesures de réglementation accélérée applicables aux HCFC convenues en 2007 dans leur système d'autorisation et de quotas ;
- Aucun pays ne semble être en situation de non-conformité avec les mesures de réglementation sur la base des données communiquées en vertu de l'Article 7 et/ou des données de programme de pays soumises ;
- La plupart des pays ont déclaré une consommation de niveau zéro des substances restantes (à l'exclusion des HCFC), et 25 pays ont déclaré une consommation de bromure de méthyle (BM) qui reste néanmoins en conformité avec les mesures de réglementation de 2005 ;
- Une production de bromure de méthyle a été enregistrée en 2012 en Chine. Cette production était inférieure de 20 pour cent à la valeur de référence fixée pour 2012 ;
- Selon les données les plus récentes et celles communiquées au titre de l'Article 7 du Protocole de Montréal, sept pays<sup>1</sup> ont produit 37 003 tonnes PAO de HCFC et trois ont déclaré une production de HCFC inférieure à leur valeur de référence. La majeure partie de cette production (34 414 tonnes PAO) a été réalisée en Chine ;

<sup>1</sup> Y compris la République de Corée (valeur de référence de 395,1 tonnes PAO et 306,7 tonnes PAO produites en 2012), qui n'a pas reçu une aide du Fonds multilatéral pour l'élimination des SAO.

- Tous les pays éligibles ont obtenu l'approbation du financement de la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) ;
- Deux pays ont soumis leur PGEH à la 72<sup>e</sup> réunion (Lybie et Tunisie) et cinq pays soumettront leur PGEH (Mauritanie et Soudan du Sud) ou bien le resoumettront (Botswana, République arabe syrienne et République populaire démocratique de Corée) après la 72<sup>e</sup> réunion. L'ONUDI a par la suite retiré le PGEH pour la Lybie, ce pays n'ayant pas encore en place un système d'autorisation et de quotas opérationnel pour les HCFC ;
- Le Comité exécutif a pris en main par le biais des projets approuvés 24 pour cent de la consommation de HCFC et 89 pour cent de la production de HCFC ;
- Pour les 146 pays<sup>2</sup> faisant part de leurs données de 2011 et 2012, la consommation de HCFC a augmenté de 5,8 pour cent ;
- Pour 84 pays, la consommation la plus récente de HCFC était inférieure à leur consommation de référence ;
- Les données relatives à la mise en œuvre des programmes de pays indiquent que :
  - Sur les 144 pays tenus de communiquer leurs données de pays, 132 ont soumis des données pour 2012, 89 d'entre eux l'ayant fait au moyen du système de rapport de données en ligne ;
  - Pour les pays ayant communiqué leurs données pour 2012, 98 ont fait part de systèmes d'autorisation opérationnels ;
  - 101 pays ont déclaré avoir instauré des systèmes de quotas pour réglementer les HCFC.
- La République de Corée, Singapour et les Émirats arabes unis ont convenu de ne pas solliciter de financement auprès du Fonds multilatéral.

---

<sup>2</sup> 148 pays ont communiqué des données concernant 2011 ou 2012, ou les deux années, mais seuls 146 pays ont communiqué des données portant à la fois sur 2011 et 2012.

## Introduction

1. Le présent document comprend quatre parties :

Partie I : Situation de conformité<sup>3</sup> des pays visés à l'Article 5 qui sont soumis aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal (décisions 32/76(b) et 67/6(c)) ;

Partie II : Pays visés à l'Article 5 qui sont soumis aux décisions des Parties sur la conformité ;

Partie III : Données relatives à la mise en œuvre des programmes de pays sur la répartition sectorielle des HCFC et leurs prix ; et

Partie IV : Projets subissant des retards de mise en œuvre et pour lesquels des rapports de situation spéciaux ont été demandés.

## **PARTIE I : SITUATION ET PERSPECTIVES EN MATIÈRE DE CONFORMITÉ (SUR LA BASE DES DONNÉES DISPONIBLES LES PLUS RÉCENTES)**

2. Cette partie présente les résultats de l'analyse de la situation de conformité avec les mesures de réglementation relatives au gel des HCFC en 2013, et l'élimination finale du bromure de méthyle (BM) et du trichloroéthane (TCA)<sup>4</sup> d'ici à 2015. L'analyse suppose que les données de consommation les plus récentes communiquées en vertu de l'Article 7 ou celles concernant les programmes de pays ont pris en compte l'élimination obtenue grâce à l'achèvement des projets approuvés par le Comité exécutif. Depuis la création du Fonds multilatéral jusqu'en décembre 2012, 249 263 tonnes PAO de consommation et 192 150 tonnes PAO de production ont été éliminées grâce aux projets menés à bonne fin. Ces derniers ont été évalués à 2,1 milliards \$US sur un montant total approuvé d'environ 2,73 milliards \$US<sup>5</sup>.

3. Au 21 mars 2014, 140 pays visés à l'Article 5 avaient communiqué des données sur 2012 et quatre pays visés à l'Article 5 avaient communiqué des données sur 2013 en application de l'Article 7. Un pays supplémentaire avait transmis au Secrétariat du Fonds des données sur les programmes de pays de 2013. Pour les pays n'ayant pas communiqué de données sur 2012 ni sur 2013, on a utilisé pour l'analyse les données de consommation disponibles les plus récentes (données communiquées au titre de l'Article 7 en 2011 pour deux pays). L'analyse suppose que les niveaux de consommation de SAO, à l'exclusion des HCFC, qui ont été communiqués le plus récemment n'ont pas augmenté, bien que cette hypothèse puisse ne pas s'appliquer aux deux pays pour lesquels les données de 2012 et de 2013 n'étaient pas disponibles.

4. Les données sur les approbations potentielles en 2014 ont été tirées du Plan d'activités général 2014-2016 du Fonds multilatéral (UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/7), qui a été approuvé à la 71<sup>e</sup> réunion.

---

<sup>3</sup> L'analyse effectuée et les conclusions tirées dans le présent document sont sans préjudice de la situation en matière de conformité déterminée par les Parties au Protocole de Montréal, seul organe habilité à évaluer une telle situation. Les données communiquées en vertu de l'Article 7 du Protocole servent exclusivement à déterminer la situation de conformité d'un pays sur une base annuelle. L'analyse développée dans le présent document s'appuie à la fois sur les données communiquées au Secrétariat du Fonds sur la mise en œuvre des programmes de pays concernant plusieurs périodes de conformité et celles communiquées en vertu de l'Article 7. En conséquence, le présent document n'établit pas la conformité en tant que telle. Il évalue plutôt les perspectives qui s'offrent aux pays visés à l'Article 5 dans le cadre des efforts qu'ils déploient en vue de la conformité avec une ou plusieurs des mesures de réglementation prévues par le Protocole de Montréal. Son principal objet est de définir les SAO qui doivent encore faire l'objet de mesures soutenues par le Fonds multilatéral.

<sup>4</sup> Aucun projet portant sur les substances visées à l'Annexe B1 n'a été recensé ; le Comité exécutif n'a ni examiné ni financé de projets portant sur ces substances qui font l'objet depuis 2007 d'une réduction de 85 pour cent par rapport à la valeur de référence.

<sup>5</sup> Une description détaillée de la méthode utilisée dans cette analyse est présentée dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/18, qui a été soumis à la 37<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif.

## **SYSTÈMES D'AUTORISATION ET AMENDEMENTS DE MONTRÉAL ET DE BEIJING**

5. Les informations les plus récentes fournies au Secrétariat de l'ozone sur la mise en place de systèmes d'autorisation indiquent que seuls le Botswana et le Soudan du Sud n'ont pas encore fait part de l'établissement de ces systèmes. Il convient de noter que le Botswana et le Soudan du Sud ont ratifié l'Amendement de Montréal au Protocole de Montréal respectivement le 21 février 2013 et le 16 octobre 2012, et que ces pays disposent de six mois à partir de la date de ratification de l'Amendement pour mettre en place les systèmes d'autorisation.

6. Dans le cas du Botswana, le PNUE a fait savoir que le nouveau projet de loi relatif à la météorologie, qui inclut le système d'autorisation et de quotas, a été présenté au parlement en mars 2014 et a été approuvé en avril 2014. Pour le Soudan du Sud, le PNUE a indiqué que la situation politique et les problèmes de sécurité actuels ne permettaient pas la mise en place des réglementations sur les SAO incluses dans la préparation du PGEH, qui avait été suspendue.

7. Dans le cas de la Libye, le représentant du gouvernement qui assistait à la réunion régionale de réseau en Afrique (Addis-Abeba, 24-28 mars 2014) a indiqué que le gouvernement était en train d'élaborer l'avant-projet de réglementations sur les SAO, notamment les systèmes d'autorisation et de quotas. Du fait de cette situation, l'ONUDI a retiré le PGEH pour la Libye soumis à la 72<sup>e</sup> réunion.

8. Le Comité exécutif pourrait envisager de demander au PNUE de rendre compte de l'établissement des systèmes d'autorisation au Botswana et au Soudan du Sud, et à l'ONUDI de rendre compte des systèmes d'autorisation de la Libye d'ici à la 73<sup>e</sup> réunion.

9. En examinant les données de programme de pays de 2012, le Secrétariat a noté que 12 pays, à savoir l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), la Dominique, El Salvador, l'Iraq, la Jamaïque, Kiribati, la Mauritanie, le Pérou, les Philippines, la République de Moldova et Tonga, ayant des systèmes d'autorisation et de quotas en place, avaient indiqué que ces systèmes n'avaient pas été amendés afin d'inclure les mesures de réglementation accélérée applicables aux HCFC convenues en 2007. Cinq pays - Cuba, le Kirghizistan, la Serbie, le Turkménistan et Tuvalu - ont fait savoir que seuls leurs systèmes d'autorisation incluaient les mesures de réglementation accélérée pour les HCFC acceptées en 2007, mais que leurs systèmes de quotas ne les incluaient pas. Dix-sept pays n'ont pas soumis leurs données de programme de pays ou bien n'ont pas fourni de données sur cette question, à savoir le Bahreïn, le Burkina Faso, les Comores, Djibouti, l'Érythrée, les Îles Cook, la Jordanie, le Koweït, le Mozambique, le Myanmar, Nauru, la République arabe syrienne, la République centrafricaine, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan et le Suriname.

10. Le Comité exécutif pourrait envisager de demander aux agences d'exécution concernées de fournir une mise à jour des actions entreprises par les pays susmentionnés pour amender leurs systèmes d'autorisation/quotas d'ici à la 73<sup>e</sup> réunion.

11. En date du 14 mars 2014, deux Parties visées à l'Article 5 n'avaient pas ratifié l'Amendement de Beijing : la Libye et la Mauritanie.

## **SECTEUR DE LA PRODUCTION**

12. Le tableau 1 montre les données de production les plus récentes, à l'exclusion de celles concernant les HCFC, dans les pays visés à l'Article 5. Aucune information n'a été fournie au sujet des CFC, des CTC et des halons, en application de la décision 63/4(b)(ii).

**Tableau 1. Production de SAO la plus récente par pays et valeur de référence**

Pays	Substances chimiques	Source	Année de la consommation communiquée le plus récemment	Valeur de référence	Production la plus récente
Chine	BM	A7	2012	776,3	149,8

13. Des projets d'arrêt de la production de bromure de méthyle (BM) ont été approuvés pour la Chine, qui est désormais le seul des deux pays visés à l'Article 5 disposant d'installations de production de BM. Le deuxième pays est la République de Corée, qui n'a pas sollicité l'aide du Fonds. En 2012, 149,8 tonnes PAO de BM ont été produites en Chine, ce qui se situe dans les limites fixées par la réglementation de 80 pour cent par rapport à la valeur de référence (776,3 tonnes PAO), et la limite de 176 tonnes PAO prévue dans l'accord concernant le secteur de la production de BM (décision 47/54).

14. Sept pays ont produit des HCFC, comme l'indique le tableau 2 ci-dessous.

**Tableau 2. Production de HCFC la plus récente par pays et valeur de référence**

Partie	Source	Année de la production communiquée le plus récemment	Production communiquée le plus récemment	Valeur de référence	Production communiquée le plus récemment moins valeur de référence
Argentine	A7	2012	230,5	224,6	5,8
Chine	A7	2012	34 413,5	29 122,0	5 291,5
République populaire démocratique de Corée	A7	2012	28,7	27,6	1,1
Inde	A7	2012	1 565,4	2 399,5	(834,1)
Mexique	A7	2012	298,3	697,0	(398,7)
République de Corée	A7	2012	306,7	395,1	(88,4)
Venezuela (République bolivarienne du)	A7	2012	160,3	123,1	37,2
<b>Total</b>			<b>37 003,3</b>	<b>32 988,9</b>	<b>4 014,4</b>

15. Le sous-groupe sur le secteur de la production est en train d'examiner les directives applicables au secteur de la production de HCFC. Les installations de production polyvalentes qui bénéficiaient préalablement de financements pour l'élimination des CFC ne sont actuellement pas éligibles au financement concernant l'arrêt des HCFC dans le cadre de leurs accords d'élimination des CFC conclus avec le Comité exécutif<sup>6</sup>. Cette mesure s'applique à l'Argentine, l'Inde, le Mexique, et le Venezuela (République bolivarienne du).

## SECTEUR DE LA CONSOMMATION

### BROMURE DE MÉTHYLE

16. Le tableau 3 présente un récapitulatif de la situation des pays en matière de conformité avec la réglementation applicable au bromure de méthyle (à l'exception des applications de la quarantaine et des opérations préalables à l'expédition). Sur les 147 pays visés à l'Article 5 qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague, 145 ont communiqué des données de référence complètes ; 58 ont fait part d'un niveau zéro

<sup>6</sup> Une installation polyvalente en Chine n'était pas incluse dans le financement destiné au plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC.

à la fois pour la consommation de référence et la consommation la plus récente. Cent pays visés à l'Article 5 ont bénéficié de l'aide du Fonds multilatéral pour les activités et/ou les projets d'élimination du bromure de méthyle.

**Tableau 3. Mesures de réglementation du BM : récapitulatif des pays dont les données de consommation les plus récentes dépassent les limites fixées par les prochaines mesures de réglementation\***

Données	Pays dont la consommation la plus récente est supérieure à l'objectif d'élimination de 20 % du BM de 2005	Pays dont la consommation la plus récente est supérieure à l'objectif d'élimination de 100 % fixé à l'horizon 2015
Données de 2012 (Article 7 ou programme de pays)	0 pays	25 pays
Consommation la plus récente	0 pays	25 pays

\* Ce tableau fait référence aux 145 pays visés à l'Article 5 ayant communiqué des valeurs de référence et les données de consommation les plus récentes.

17. L'Annexe I fournit des informations sur les pays ayant une consommation de BM.

- Neuf pays (Algérie, Argentine, Chine, Congo, Nigeria, République démocratique du Congo, Soudan, Swaziland et Turquie) ont des projets d'élimination du BM déjà approuvés par le Comité exécutif, et un pays (Tunisie) n'a reçu de financement que pour un projet de démonstration. Ces pays ont une consommation admissible restante s'élevant à 830,3 tonnes PAO. Toute la consommation éligible au financement a été approuvée, à l'exception de quelques tonnes pour la Tunisie et peut-être aussi pour l'Algérie et le Soudan du Sud ;
- Cinq des neuf pays ont déclaré une consommation de niveau zéro depuis plus d'un an (Congo, Nigeria, République démocratique du Congo, Swaziland et Turquie) ;
- Des projets d'investissement sont toujours en cours de mise en œuvre dans 18 pays ;
- Des fonds pour la préparation de projets d'élimination complète des utilisations réglementées de BM en Algérie, au Soudan et en Tunisie ont été approuvés à la 71<sup>e</sup> réunion. Une préparation de projet pour l'Algérie a été demandée pour la 72<sup>e</sup> réunion.

### **Trichloroéthane (TCA)**

18. Tous les pays ont communiqué une consommation de niveau zéro de trichloroéthane et sont en conformité avec les mesures de réglementation.

### **Consommation de HCFC**

19. L'Annexe II comprend une analyse des données de consommation de HCFC les plus récentes et des mesures de réglementation prises en main par les PGEH approuvés. 147 pays visés à l'Article 5 ont communiqué à la fois les valeurs de référence et les données de consommation les plus récentes. Les données de consommation les plus récentes concernant 84 pays sont inférieures à leur valeur de référence.

20. Le tableau 4 présente un récapitulatif de la situation des pays en matière de conformité avec les mesures de réglementation des HCFC.

**Tableau 4. Mesures de réglementation des HCFC : récapitulatif des pays dont les données de consommation les plus récentes dépassent les limites fixées par les prochaines mesures de réglementation**

Données	Pays dont les données de consommation les plus récentes sont supérieures à l'objectif de gel de 2013
Données de 2012 (Article 7 ou programme de pays)	63 pays
Consommation la plus récente	63 pays

21. Sur les 63 pays, cinquante-neuf dont les données de 2012 sont supérieures au gel ont reçu des financements pour leur PGEH de la part du Fonds multilatéral.

22. Le tableau 5 présente les niveaux de consommation de HCFC sur la base des données disponibles les plus récentes. Il révèle une consommation de 566 532,8 TM (37 196,6 tonnes PAO) de HCFC composée essentiellement de HCFC-22 (64,2 % du total) et de HCFC-141b (31,8 % du total). Ces 566 532,8 tonnes métriques de HCFC représentent une augmentation de 41 118,8 tonnes métriques par rapport à la quantité (525 414 tonnes métriques) communiquée à la 69<sup>e</sup> réunion en avril 2013. Le niveau de consommation figurant dans le présent rapport est établi à partir des données de 2013 pour 4 pays, des données de 2012 pour 132 pays et de celles de 2011 pour 8 pays. Les 146 pays ayant communiqué des données à la fois pour 2011 et pour 2012 ont une consommation de HCFC qui a augmenté de 5,8 %.

**Tableau 5. Niveaux des données de consommation de HCFC les plus récentes par substance chimique**

Substances chimiques	Valeur de référence (tonnes métriques)	Consommation la plus récente (tonnes métriques)	Consommation la plus récente (tonnes PAO)	Pourcentage du total (basé sur les tonnes PAO)
HCFC-123	1 450,0	2 208,4	44,2	0,12%
HCFC-124	1 181,0	451,9	9,9	0,03%
HCFC-141b	94 412,4	107 409,2	11 815,0	31,76%
HCFC-142b	30 746,4	22 261,7	1 447,0	3,89%
HCFC-21	18,6	2,3	0,1	0,00%
HCFC-22	358 383,1	434 067,3	23 873,7	64,18%
HCFC-225	5,6	68,9	4,8	0,01%
HCFC-225ca	56,5	28,5	0,7	0,00%
HCFC-225cb	9,6	34,5	1,1	0,00%
<b>Total</b>	<b>486 263,3</b>	<b>566 532,8</b>	<b>37 196,6</b>	<b>100,00%</b>
HCFC-141b dans les polyols importés	5 283,6	5 757,6	633,3	

Consommation restante de HCFC

23. La consommation restante de HCFC éligible au financement à prendre en main est fonction des valeurs de référence du PGEH et de la quantité de polyols prémélangés importés<sup>7</sup> prises en compte dans le PGEH. Le tableau 6 indique les quantités de HCFC à prendre en main dans tous les pays.

**Tableau 6. Consommation restante totale de HCFC par substance (tonnes PAO)\***

<b>Substances chimiques</b>	<b>Valeur de référence</b>	<b>Point de départ</b>	<b>Approuvée</b>	<b>Restante</b>	<b>Pourcentage approuvé</b>
HCFC-123	32,79	30,18	0,5	29,81	1,66%
HCFC-124	26,57	26,1	0,99	25,12	3,79%
HCFC-141	1,9	0,94	0	0,94	0,00%
HCFC-141b	10 705,40	10 757,35	4 286,13	6 471,17	39,84%
HCFC-142b	1 992,29	2 002,28	606,93	1 395,38	30,31%
HCFC-21	1,50	0,74	0,00	0,74	0,00%
HCFC-22	20 348,73	19 972,09	2 941,45	17 030,85	14,73%
HCFC-225	2,82	1,6	0	1,59	0,00%
HCFC-225ca	1,8	1,64	0	1,64	0,00%
HCFC-225cb	0,7	0,68	0	0,68	0,00%
HCFC-141b dans polyols	0,00	561,99	289,73	272,26	51,55%
<b>Total général</b>	<b>33 114,50</b>	<b>33 355,59</b>	<b>8 125,73</b>	<b>25 230,18</b>	<b>24,36%</b>

\* à la 71<sup>e</sup> réunion

PGEH

24. Tous les pays ont ratifié l'Amendement de Copenhague et ont reçu des fonds pour la préparation de projets de PGEH, y compris un financement pour un système d'autorisation visant à aborder les mesures de contrôle applicables aux HCFC. Le Comité exécutif a approuvé jusqu'à ce jour des PGEH pour 138 pays, pour un montant de 556,5 millions \$US (dont 396,6 millions \$US ont été débloqués).

25. Des informations supplémentaires ont été fournies en Annexe II pour signaler les PGEH approuvés jusqu'à présent, ceux qui sont soumis à la 72<sup>e</sup> réunion (le cas échéant), et la durée de mise en œuvre des PGEH (tels que ceux approuvés pour atteindre l'objectif de réduction de la consommation de 10 % en 2015, ou de 35 % en 2020).

<sup>7</sup> Des informations sur les quantités de HCFC-141b contenues dans les polyols prémélangés importés sont seulement disponibles dans les données de programmes de pays, mais ne sont pas communiquées dans le cadre des données fournies au titre de l'Article 7.

26. Les PGEH en phase I ont une durée de mise en œuvre pour permettre des niveaux de réductions par rapport à leurs valeurs de référence ou aux points de départ qui sont les suivants :

- Vingt-sept pays (sept pays à faible volume de consommation (PFV) et 20 pays n'appartenant pas à cette catégorie) prennent en main la conformité pour la période allant jusqu'en 2015;
- Cent-deux pays (58 pays à faible volume de consommation et 32 pays n'appartenant pas à cette catégorie, plus 12 pays insulaires du Pacifique) prennent en main la conformité pour la période allant jusqu'en 2020 ;
- Neuf pays à faible volume de consommation (PFV) (Bhoutan, Cambodge, Croatie, Maldives, Maurice, Namibie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, et Seychelles) ont reçu un financement pour l'élimination complète des HCFC bien avant 2040, par exemple la Croatie d'ici à 2014 et les autres d'ici à 2020 ou 2025.

27. Six des sept pays restants n'ont pas reçu de financement au titre du PGEH autre que pour la préparation de projet ; un pays (la République arabe syrienne) a reçu un financement pour un projet visant l'élimination de 12,9 tonnes PAO de HCFC dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation en dehors de son PGEH, représentant 9,6 % de sa valeur de référence. Le Soudan du Sud est le seul pays à avoir ratifié tous les amendements au Protocole de Montréal, mais il n'a pas communiqué de données de consommation de HCFC au titre de l'Article 7.

**Tableau 7. Pays visés à l'Article 5 sans PGEH approuvé (tonnes PAO)**

Pays	Valeur de référence	Point de départ	Tous les projets approuvés	Volume restant
Botswana	11,0			11,0
République populaire démocratique de Corée	78,0			78,0
Libye	114,7			114,7
Mauritanie	20,5			20,5
Soudan du Sud	ADC			ADC
République arabe syrienne	135,0	135,0	12,9	122,1
Tunisie	40,7			40,7
<b>Total</b>	<b>399,9</b>	<b>135,0</b>	<b>12,9</b>	<b>387,0</b>

ADC = Aucune donnée communiquée

28. La phase I des PGEH est incluse dans les plans d'activités de 2014 pour tous les pays qui n'ont pas encore soumis leur PGEH (Libye, Mauritanie, Soudan du Sud, République arabe syrienne et Tunisie), excepté le Botswana et la République populaire démocratique de Corée. Les PGEH pour la Libye et la Tunisie ont été soumis à la 72<sup>e</sup> réunion. Toutefois le PGEH pour la Lybie a été retiré par la suite, le pays ne disposant pas encore d'un système d'autorisation et de quotas opérationnel en place.

## **PARTIE II : ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DANS LES PAYS SOUMIS AUX DÉCISIONS DES PARTIES**

29. Toutes les questions liées à la conformité ont été réglées, sauf pour le Botswana et le Soudan du Sud qui n'ont pas mis en place leurs systèmes d'autorisation en application de la décision XXV/15.

### PARTIE III : DONNÉES SUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE PAYS CONCERNANT LES HCFC

#### DONNÉES DE CONSOMMATION DE HCFC PAR SECTEUR

30. Au 28 mars 2014, 144 pays visés à l'Article 5 étaient tenus de remettre un rapport sur la mise en œuvre des programmes de pays. Les rapports les plus récents reçus par le Secrétariat étaient ceux de quatre pays pour 2013, de 132 pays pour 2012 et de 8 pays pour 2011. Tous les pays ayant soumis une demande de financement à la 72<sup>e</sup> réunion avaient aussi soumis leurs données de programme de pays de 2012 au 28 mars 2014<sup>8</sup>.

31. Bien que les niveaux de consommation enregistrés portent sur différentes années et ne correspondent peut-être pas nécessairement aux données communiquées au titre de l'Article 7, les données de programme de pays fournissent les évaluations sectorielles les plus récentes par pays, et ce sur une base mondiale. Ces données devraient aider les pays visés à l'Article 5 concernés et le Comité exécutif à évaluer la quantité restante à éliminer sur une base sectorielle. Le tableau 8 indique la consommation de HCFC par secteur.

**Tableau 8. Consommation de HCFC par secteur (tonnes PAO)**

Secteur	Valeur de référence	Consommation communiquée le plus récemment	Consommation communiquée le plus récemment exprimée en pourcentage de la valeur de référence
Aérosols	107,1	170,5	159%
Mousses	12 589,5	13 882,6	110%
Lutte contre l'incendie	15,3	19,4	127%
Fabrication réfrigération	9 919,8	10 351,8	104%
Entretien réfrigération	8 899,4	11 461,6	129%
Solvants	525,0	630,0	120%
Agent de transformation	13,4	0,0	0%
<b>Total</b>	<b>32 069,5</b>	<b>36 515,9</b>	<b>114%</b>

#### DONNÉES CONCERNANT LES PRIX DES HCFC ET DE LEURS PRODUITS DE REMPLACEMENT

32. Les prix des HCFC et de leurs substances de remplacement ont été résumés au tableau 9.

**Tableau 9. Prix moyen des HCFC et de leurs produits de remplacement**

SAO	Prix moyen/kilo (\$US/kg) (2009)	Prix moyen/kilo (\$US/kg) (2010)	Prix moyen/kilo (\$US/kg) (2011)	Prix moyen/kilo (\$US/kg) (2012)	Nombre de pays où les prix ont augmenté	Nombre de pays où les prix ont baissé	Fourchette (\$US/kg) (Rapport de 2012)	Nombre de pays déclarant des données supérieures à 0 pour 2012	Données exclues* du calcul de la moyenne (\$US/kg) (Rapport de 2012)
HCFC-141b	5,00 \$	6,02 \$	6,73 \$	6,73 \$	16	10	1,32 \$ (République dominicaine) à 16,00 \$ (Venezuela (République bolivarienne du))	40	35,00 \$ (Zimbabwe), 54,50 \$ (Oman)
HCFC-22	7,35 \$	8,61 \$	9,28 \$	10,06 \$	30	57	1,25 \$ (Chine) à \$53,91 \$ (Tonga)	113	105,00 \$ (Timor-Leste), 120,00 \$ (Îles Marshall), 160,92 \$ (Nauru)

<sup>8</sup> Les projets de prolongation du renforcement des institutions et autres activités de financement sont subordonnés à la réception des données relatives aux programmes de pays. En outre, les données sur la mise en œuvre de programmes de pays doivent être soumises avant la dernière réunion de l'année et avant les réunions suivantes, car il s'agit là d'un préalable à l'approbation et au déblocage de fonds pour les projets.

SAO	Prix moyen/ kilo (\$US/kg) (2009)	Prix moyen/ kilo (\$US/kg) (2010)	Prix moyen/ kilo (\$US/kg) (2011)	Prix moyen/ kilo (\$US/kg) (2012)	Nombre de pays où les prix ont augmenté	Nombre de pays où les prix ont baissé	Fourchette (\$US/kg) (Rapport de 2012)	Nombre de pays déclarant des données supérieures à 0 pour 2012	Données exclues* du calcul de la moyenne (\$US/kg) (Rapport de 2012)
HFC-134a	12,52 \$	15,14 \$	16,64 \$	14,96 \$	25	51	0,93 \$ (Zambie) à 59,91 \$ (les Îles Cook)	102	109,90 \$ (Oman) 120,00 \$ (Timor-Leste), 205,90 \$ (Nauru)
Isobutane (HC-600a)	24,36 \$	21,08 \$	20,97 \$	20,49 \$	6	13	2,00 \$ (Guinée) à 80,00 (Mexique)	45	105,00 \$ (Zimbabwe), 117,00 \$ (Lesotho)
Propane (HC-290)	20,53 \$	21,79 \$	22,23 \$	15,60 \$	2	3	1,00 \$ (Sao Tomé-et- Principe) à 43,00 \$ (Tchad)	24	80,00 \$ (Mexique) 120,00 \$ (Zimbabwe), 175,00 \$ (Sénégal)
R-404A	16,13 \$	18,67 \$	20,68 \$	18,71 \$	21	44	\$1,42 \$ (Zambie) à 53,98 \$ (les Îles Cook)	95	99,80 \$ (Oman) 225,00 \$ (Timor-Leste), 259,89 \$ (Nauru)
R-407C	16,95 \$	20,80 \$	21,36 \$	19,04 \$	19	25	2,50 \$ (Iran (République islamique d')) à 49,00 \$ (Cap-Vert)	77	81,02 \$ (les Îles Cook) 127,70 \$ (Oman) 160,00 \$ (Timor-Leste),
R-410A	16,44 \$	20,26 \$	21,70 \$	19,91 \$	22	36	2,00 \$ (Sao Tomé-et- Principe) à 56,43 \$ (les Îles Cook)	90	97,30 \$ (Oman) 160,00 \$ (Timor-Leste), 178,75 \$ (Honduras) 213,99 \$ (Nauru)
R-507A	17,48 \$	17,55 \$	20,78 \$	15,84 \$	6	18	3,00 \$ (Sao Tomé-et- Principe) à 42,09 \$ (Tonga)	41	250,67 \$ (Nauru)

\* Toutes les entrées indiquant 0 ont été exclues

## CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES DE PAYS

33. C'est la première année d'utilisation de la nouvelle présentation approuvée lors de la soixante-troisième réunion pour la communication de données relatives aux programmes de pays. Trente-et-un pays ont communiqué des données sur 2012 en utilisant encore la présentation précédente, et 105 pays ont utilisé le format révisé.

34. 98 pays (sur les 132 ayant transmis des données) ont communiqué les données 2012 en utilisant le système en ligne. Sur les 144 pays tenus de le faire, seuls 4 pays ont fourni à temps des données relatives à leur programme de pays pour 2013, 132 pays ayant fourni les données de programme de pays pour 2012 et 8 pays les données pour 2011 dans les délais requis pour qu'elles soient analysées dans le présent document.

35. Néanmoins, la majeure partie des données présentées dans le nouveau format était incomplète pour les trois principaux points : qualitatif, quantitatif et réglementaire. Seuls 24 pays ont fourni toutes les informations requises pour ces 3 sections : Albanie, Arménie, Bahamas, Barbade, Belize, Cambodge, El Salvador, Équateur, Îles Cook, Îles Fidji, Lesotho, Malaisie, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Nicaragua, Panama, République centrafricaine, République de Moldova, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Sao Tome-et-Principe, Serbie, Togo et Zimbabwe.

## Récapitulatif des données

36. Sur les 144 pays ayant communiqué des données, 101 pays ont indiqué qu'ils avaient un système de quotas en place et 123 pays ont fait savoir que l'enregistrement des importateurs était obligatoire. Pour les pays ayant communiqué leurs données pour 2012, 98 auxquels s'appliquaient des exigences de remise de rapport ont fait part de systèmes d'autorisation opérationnels. Une quantité totale de 1 707,7 tonnes PAO de HCFC-22 ont été récupérées, sur lesquelles 1 533,2 tonnes PAO ont été réutilisées. Il a été rapporté qu'en tout 5 453 agents des douanes ont suivi une formation. En tout, 3 189 machines de récupération et 1 714 machines de recyclage sont opérationnelles, 12 277 techniciens ont été certifiés, 15 266 techniciens ont suivi une formation et 1557 formateurs de techniciens ont été formés à la récupération et au recyclage des HCFC.

## PARTIE IV : PROJETS SUBISSANT DES RETARDS DE MISE EN ŒUVRE ET POUR LESQUELS DES RAPPORTS DE SITUATION SPÉCIAUX ONT ÉTÉ DEMANDÉS

37. Quinze projets en cours ont été classés dans la catégorie des projets subissant des retards de mise en œuvre<sup>9</sup> et étant soumis aux procédures du Comité en vue de leur annulation, comme l'indique le tableau 10. On n'a pas reçu de rapport d'Israël (un).

**Tableau 10. Récapitulatif de l'état d'avancement des projets subissant des retards de mise en œuvre**

	Israël	Espagne	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale	Total
Nombre de projets n'ayant pas fait l'objet d'un rapport	1						1
Nombre de projets achevés			1		2	1	4
Nombre de projets ayant réalisé certains progrès		1	1	2	6		10
Total	1	1	2	2	8	1	15

### *Progrès réalisés pour surmonter les causes des retards*

38. Dans leurs rapports, les agences bilatérales et d'exécution ont fait part de niveaux divers dans les progrès réalisés pour surmonter les problèmes des retards. Quatre des projets catégorisés à la 71<sup>e</sup> réunion comme subissant des retards sont à présent achevés (Annexe III).

### *Nombre de projets ayant réalisé certains progrès*

39. Dix projets ont été classés comme affichant « certains progrès », et les agences bilatérales et d'exécution ont indiqué que ces projets continueraient à faire l'objet d'une surveillance (Annexe IV). En dépit de ces progrès, il faut noter que les projets approuvés il y a plus de trois ans doivent continuer à faire l'objet d'un suivi en application de la décision 32/4. Ceux-ci ne peuvent donc pas être retirés de la liste des projets à surveiller avant leur achèvement définitif, quels que soient les progrès réalisés. Ils font donc l'objet d'une recommandation pour un suivi continu.

### *Projets pour lesquels des rapports de situation supplémentaires ont été requis<sup>10</sup>*

40. À sa 71<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a demandé 55 rapports de situation supplémentaires. Ces rapports sont nécessaires lorsqu'aucun progrès n'a été signalé depuis le dernier rapport et/ou lorsque des obstacles supplémentaires à leur mise en œuvre ont été communiqués. Des progrès ont été enregistrés pour 26 projets. Des demandes de remises de rapports de situation supplémentaires pour la 73<sup>e</sup> réunion sont faites pour 29 projets (Annexe V), assorties des raisons précises motivant cette demande.

### *Élaboration d'un PGEH/signature de document de projet*

41. À ce jour, le Comité exécutif a approuvé 308 PGEH et activités de préparation de projets d'élimination de HCFC dans 145 pays, entraînant l'approbation d'activités de PGEH dans 138 pays. Sur la base du nombre des PGEH déjà approuvés, un PGEH sera soumis à l'examen de la 72<sup>e</sup> réunion et six après cette réunion.

<sup>9</sup> Les projets subissant des retards de mise en œuvre sont les suivants : (i) ceux dont l'achèvement est prévu avec un retard de plus de 12 mois et/ou (ii) ceux pour lesquels aucun décaissement n'a été effectué dans les 18 mois suivant l'approbation du projet.

<sup>10</sup> Les projets de renforcement des institutions, de banques de halons, de formation d'agents des douanes, de récupération et de recyclage, et les projets de démonstration ne sont pas soumis aux procédures d'annulation de projet. Néanmoins, le Comité exécutif a décidé de continuer d'assurer leur suivi s'il y a lieu (décision 36/14 b)

42. À sa 71<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a demandé un rapport de situation supplémentaire pour l'élaboration du PGEH de la Mauritanie. Ce rapport est nécessaire lorsqu'aucun progrès n'a été signalé depuis le dernier rapport et/ou dans les cas où des obstacles supplémentaires à la mise en œuvre ont été communiqués. Un rapport de situation supplémentaire concernant la Mauritanie doit être remis à la 73<sup>e</sup> réunion (Annexe VI).

## RECOMMANDATIONS

43. Le Comité exécutif pourrait envisager de :

(a) Prendre note :

- (i) Du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/11 sur les rapports de situation et la conformité ;
- (ii) Que 89 des 132 pays ayant transmis des données relatives à la mise en œuvre de leur programme de pays pour l'année 2012 ont utilisé le programme en ligne ;
- (iii) Que le Secrétariat et les agences d'exécution prendront des mesures spécifiques conformément aux évaluations du Secrétariat et feront rapport sur les retards de mise en œuvre afin d'en informer les gouvernements et les agences d'exécution selon les besoins ;

(b) Demander :

- (i) Au PNUE de faire un rapport sur l'établissement des systèmes d'autorisation au Botswana et au Soudan du Sud, et à l'ONUDI de faire un rapport sur les systèmes d'autorisation de la Libye à la 73<sup>e</sup> réunion.
- (ii) Aux agences d'exécution concernées de fournir une mise à jour, d'ici à la 73<sup>e</sup> réunion, sur les actions entreprises par les pays suivants pour inclure les mesures de réglementation accélérée pour les HCFC acceptées en 2007, à savoir l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), Cuba, la Dominique, El Salvador, l'Iraq, la Jamaïque, le Kirghizistan, Kiribati, la Mauritanie, le Pérou, les Philippines, la République de Moldova, la Serbie, Tonga, le Turkménistan et Tuvalu ;
- (iii) Au gouvernement d'Israël de soumettre son rapport de retard de mise en œuvre à la 73<sup>e</sup> réunion ; et
- (iv) La communication de rapports de situation supplémentaires à la 73<sup>e</sup> réunion sur les projets énumérés à l'Annexe V au présent document, ainsi que l'élaboration du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour Maurice (MAU/PHA/55/PRP/20) mis en œuvre par le PNUE.



## Annex I

## METHYL BROMIDE ANALYSIS

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline	Latest consumption	Compliance decision	2012 action plan target	Phase-out in 2014 business plans	Remarks	Date approved
Algeria	A7	2012	4.7	1.8			Yes	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-06
Angola	A7	2012	NDR	0.0			No		
Argentina	A7	2012	411.3	283.9			No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Mar-02
Chile	A7	2012	212.5	166.6	Decision XVII/29		No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-10
China	A7	2012	1,102.1	149.8			Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB (Possible additional funding for 100 ODP tonnes of MB used as a soil fumigant in ginseng crop).	Dec-03
Costa Rica	A7	2012	342.5	83.3			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-01
Cuba	A7	2012	50.5	0.3			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-04
Egypt	A7	2012	238.1	116.4			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-08
Fiji	A7	2012	0.7	0.1	Decision XVII/33		No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-05
Guatemala	A7	2012	400.7	139.8	Decision XVIII/26		No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-09
Guinea	A7	2012	NDR	0.0			No		
Honduras	A7	2012	259.4	56.8	Decision XVII/34		No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-06
Iran (Islamic Republic of)	A7	2012	26.7	0.5			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-05
Jamaica	A7	2012	4.9	1.1			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-05
Jordan	A7	2012	176.3	18.3			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-99
Malaysia	A7	2012	14.6	0.7			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-04
Mexico	A7	2012	1,130.8	324.6			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-08
Morocco	A7	2012	697.2	22.0			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-08
Saudi Arabia	A7	2012	204.1	21.6			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-07
Singapore*	A7	2012	5.0	0.6			No		
Sudan (the)	A7	2012	3.0	1.2			Yes	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-02
Thailand	A7	2012	183.0	17.0			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-04
Trinidad and Tobago	A7	2012	1.7	0.4			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-11
Tunisia	A7	2012	8.3	6.6			Yes	Country that has not received assistance to achieve the 2005 MB phase out target (Decision XV/12)	
Uruguay	A7	2012	11.2	6.0	Decision XVII/39	6.00	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-01

Annex I

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline	Latest consumption	Compliance decision	2012 action plan target	Phase-out in 2014 business plans	Remarks	Date approved
Viet Nam	A7	2012	136.5	70.0			Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-06
Yemen	A7	2012	54.5	11.0			No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-08

South Sudan: no A7 data yet reported.

\*Did not receive funding from the Multilateral Fund.

## Annex II

## HCFC ANALYSIS

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline	Latest consumption	Percentage over freeze	Control measures addressed by HPMPs (approval/submission)
Afghanistan	A7	2012	23.8	17.3	0.0%	35% by 2020
Albania	A7	2012	6.0	6.6	9.8%	35% by 2020
Algeria	A7	2012	62.1	56.6	0.0%	20% by 2017
Angola	A7	2012	16.0	6.6	0.0%	10% by 2015
Antigua and Barbuda	A7	2012	0.3	0.1	0.0%	10% by 2015
Argentina	A7	2012	400.7	571.4	42.6%	17.5% by 2017
Armenia	A7	2012	7.0	5.7	0.0%	10% by 2015
Bahamas (the)	A7	2012	4.8	2.7	0.0%	35% by 2020
Bahrain	A7	2012	51.9	75.6	45.6%	39% by 2020
Bangladesh	A7	2012	72.6	66.5	0.0%	30% by 2018
Barbados	A7	2013	3.7	2.3	0.0%	35% by 2020
Belize	A7	2012	2.8	2.6	0.0%	35% by 2020
Benin	A7	2012	23.8	23.3	0.0%	35% by 2020
Bhutan	A7	2012	0.3	0.3	3.3%	100% by 2025
Bolivia (Plurinational State of)	A7	2012	6.1	6.8	11.3%	35% by 2020
Bosnia and Herzegovina	A7	2012	4.7	4.1	0.0%	35% by 2020
Botswana	A7	2012	11.0	3.0	0.0%	
Brazil	A7	2012	1,327.3	1,387.9	4.6%	10% by 2015
Brunei Darussalam	A7	2012	6.1	5.9	0.0%	35% by 2020
Burkina Faso	A7	2012	28.9	26.6	0.0%	35% by 2020
Burundi	A7	2012	7.2	7.0	0.0%	35% by 2020
Cambodia	A7	2012	15.0	10.1	0.0%	100% by 2035
Cameroon	A7	2012	88.8	73.8	0.0%	20% by 2017
Cabo Verde	A7	2012	1.1	0.2	0.0%	35% by 2020
Central African Republic (the)	A7	2012	12.0	11.8	0.0%	35% by 2020
Chad	A7	2012	16.1	16.5	2.5%	35% by 2020
Chile	A7	2012	87.5	105.8	20.9%	10% by 2015
China	A7	2012	19,269.0	21,094.7	9.5%	10% by 2015
Colombia	A7	2012	225.6	285.5	26.6%	10% by 2015
Comoros (the)	A7	2012	0.1	0.1	10.0%	35% by 2020
Congo (the)	A7	2012	10.1	9.9	0.0%	35% by 2020
Cook Islands (the)	A7	2012	0.1	0.0	0.0%	35% by 2020

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline	Latest consumption	Percentage over freeze	Control measures addressed by HPMPs (approval/submission)
Costa Rica	A7	2012	14.1	23.0	63.1%	35% by 2020
Cote d'Ivoire	A7	2012	63.8	56.7	0.0%	35% by 2020
Croatia	A7	2012	4.0	3.6	0.0%	100% by 2016
Cuba	A7	2012	16.9	14.9	0.0%	35% by 2020
Democratic People's Republic of Korea (the)	A7	2012	78.0	89.0	14.1%	
Democratic Republic of the Congo (the)	A7	2012	66.2	47.9	0.0%	10% by 2015
Djibouti	A7	2012	0.7	0.6	0.0%	35% by 2020
Dominica	A7	2012	0.4	0.0	0.0%	35% by 2020
Dominican Republic (the)	A7	2013	51.2	34.8	0.0%	10% by 2015
Ecuador	A7	2012	23.5	33.8	43.7%	35% by 2020
Egypt	A7	2012	386.3	513.8	33.0%	25% by 2018
El Salvador	A7	2012	11.7	9.3	0.0%	35% by 2020
Equatorial Guinea	A7	2012	6.3	5.4	0.0%	35% by 2020
Eritrea	A7	2011	1.1	1.0	0.0%	35% by 2020
Ethiopia	A7	2012	5.5	10.8	96.4%	35% by 2020
Fiji	A7	2012	8.5	14.4	69.1%	35% by 2020
Gabon	A7	2012	30.2	30.3	0.2%	35% by 2020
Gambia (the)	A7	2012	1.5	1.9	27.3%	35% by 2020
Georgia	A7	2012	5.3	2.7	0.0%	35% by 2020
Ghana	A7	2012	57.3	27.2	0.0%	35% by 2020
Grenada	A7	2012	0.8	0.3	0.0%	35% by 2020
Guatemala	A7	2012	8.3	8.7	4.6%	35% by 2020
Guinea	A7	2012	22.6	22.2	0.0%	35% by 2020
Guinea Bissau	A7	2012	2.8	2.7	0.0%	35% by 2020
Guyana	A7	2012	1.8	1.4	0.0%	10% by 2015
Haiti	A7	2012	3.6	5.2	41.9%	35% by 2020
Honduras	A7	2012	19.9	24.1	21.2%	35% by 2020
India	A7	2012	1,608.2	1,653.9	2.8%	10% by 2015
Indonesia	A7	2012	403.9	329.4	0.0%	20% by 2018
Iran (Islamic Republic of)	A7	2012	380.5	376.3	0.0%	10% by 2015
Iraq	A7	2012	108.4	112.2	3.5%	13.82% by 2015
Jamaica	A7	2012	16.3	6.3	0.0%	35% by 2020
Jordan	A7	2012	83.0	124.9	50.4%	20% by 2017
Kenya	A7	2012	52.2	42.4	0.0%	21.1% by 2017
Kiribati	A7	2012	0.1	0.0	0.0%	35% by 2020
Kuwait	A7	2012	418.6	420.2	0.4%	39.2% by 2018

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline	Latest consumption	Percentage over freeze	Control measures addressed by HPMPs (approval/submission)
Kyrgyzstan	A7	2012	4.1	2.9	0.0%	10% by 2015
Lao People's Democratic Republic (the)	A7	2012	2.3	2.8	19.6%	35% by 2020
Lebanon	A7	2012	73.5	94.7	28.8%	17.5% by 2017
Lesotho	A7	2012	3.5	2.2	0.0%	35% by 2020
Liberia	A7	2012	5.3	4.8	0.0%	35% by 2020
Libya	A7	2012	114.7	144.1	25.6%	35% by 2020
Madagascar	A7	2012	24.9	16.0	0.0%	35% by 2020
Malawi	A7	2012	10.8	12.5	16.1%	35% by 2020
Malaysia	A7	2012	515.8	736.9	42.9%	15% by 2016
Maldives	A7	2012	4.6	3.7	0.0%	100% by 2020
Mali	A7	2012	15.0	16.6	10.7%	35% by 2020
Marshall Islands (the)	A7	2012	0.2	0.2	5.0%	35% by 2020
Mauritania	A7	2012	20.5	20.4	0.0%	
Mauritius	A7	2012	8.0	7.1	0.0%	100% by 2030
Mexico	A7	2012	1,148.8	1,104.0	0.0%	30% by 2018
Micronesia (Federated States of)	A7	2012	0.2	0.1	0.0%	35% by 2020
Mongolia	A7	2012	1.4	2.9	105.0%	35% by 2020
Montenegro	A7	2012	0.8	0.9	17.5%	35% by 2020
Morocco	A7	2012	59.7	68.8	15.3%	20% by 2017
Mozambique	A7	2012	6.5	8.2	25.7%	35% by 2020
Myanmar	A7	2012	4.3	9.7	124.7%	35% by 2020
Namibia	A7	2012	8.4	4.8	0.0%	100% by 2025
Nauru	A7	2012	0.0	0.01	Over	35% by 2020
Nepal	A7	2012	1.1	0.7	0.0%	35% by 2020
Nicaragua	A7	2012	6.8	11.9	74.6%	35% by 2020
Niger (the)	A7	2012	16.0	15.3	0.0%	35% by 2020
Nigeria	A7	2012	398.2	512.6	28.7%	10% by 2015
Niue	A7	2013	0.0	0.0	0.0%	35% by 2020
Oman	A7	2012	31.5	55.0	74.4%	10% by 2015
Pakistan	A7	2012	247.4	326.2	31.9%	10% by 2015
Palau	A7	2012	0.2	0.2	0.0%	35% by 2020
Panama	A7	2012	24.8	32.8	32.1%	10% by 2015
Papua New Guinea	A7	2012	3.3	3.1	0.0%	100% by 2025
Paraguay	A7	2012	18.0	29.3	62.9%	35% by 2020
Peru	A7	2012	26.9	27.0	0.4%	10% by 2015
Philippines (the)	A7	2012	208.4	195.7	0.0%	10% by 2015

Country	Source	Year of latest consumption	Baseline	Latest consumption	Percentage over freeze	Control measures addressed by HPMPs (approval/submission)
Qatar	A7	2012	86.9	93.6	7.7%	20% by 2015
Republic of Korea (the)	A7	2012	1,908.0	2,088.2	9.4%	
Republic of Moldova (the)	A7	2012	1.0	1.9	88.0%	10% by 2015
Rwanda	A7	2012	4.1	3.7	0.0%	35% by 2020
Saint Kitts and Nevis	A7	2012	0.5	0.4	0.0%	35% by 2020
Saint Lucia	A7	2012	1.1	0.8	0.0%	35% by 2020
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2012	0.3	0.3	0.0%	100% by 2025
Samoa	A7	2012	0.3	0.1	0.0%	35% by 2020
Sao Tome and Principe	A7	2012	2.2	0.1	0.0%	35% by 2020
Saudi Arabia	A7	2012	1,468.7	1,921.7	30.8%	40% by 2020
Senegal	A7	2012	36.2	36.1	0.0%	35% by 2020
Serbia	A7	2012	8.4	11.0	30.4%	35% by 2020
Seychelles	A7	2012	1.4	1.0	0.0%	100% by 2025
Sierra Leone	A7	2012	1.7	2.6	52.4%	35% by 2020
Singapore	A7	2012	216.1	168.7	0.0%	
Solomon Islands	A7	2012	2.0	1.6	0.0%	35% by 2020
Somalia	A7	2012	45.1	17.6	0.0%	35% by 2020
South Africa	A7	2012	369.7	461.7	24.9%	35% by 2020
South Sudan	NDR	NDR	NDR	NDR		
Sri Lanka	A7	2012	13.9	18.0	29.6%	35% by 2020
Sudan (the)	A7	2012	52.7	58.9	11.8%	30% by 2017
Suriname	A7	2012	2.0	1.5	0.0%	35% by 2020
Swaziland	CP	2013	7.3	4.8	0.0%	35% by 2020
Syrian Arab Republic	A7	2012	135.0	83.2	0.0%	
Thailand	A7	2012	927.6	1,154.6	24.5%	15% by 2018
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2013	1.8	0.7	0.0%	35% by 2020
Timor-Leste	A7	2012	0.5	0.2	0.0%	10% by 2015
Togo	A7	2012	20.0	19.8	0.0%	35% by 2020
Tonga	A7	2012	0.1	0.1	0.0%	35% by 2020
Trinidad and Tobago	A7	2012	46.0	88.5	92.4%	35% by 2020
Tunisia	A7	2012	40.7	32.7	0.0%	15% by 2018
Turkey	A7	2012	551.5	318.2	0.0%	86.4% by 2017
Turkmenistan	A7	2012	6.8	7.7	13.7%	35% by 2020
Tuvalu	A7	2012	0.1	0.0	0.0%	35% by 2020
Uganda	A7	2012	0.2	0.1	0.0%	35% by 2020
United Arab Emirates (the)	A7	2012	557.1	692.6	24.3%	

<b>Country</b>	<b>Source</b>	<b>Year of latest consumption</b>	<b>Baseline</b>	<b>Latest consumption</b>	<b>Percentage over freeze</b>	<b>Control measures addressed by HPMPs (approval/submission)</b>
United Republic of Tanzania (the)	A7	2012	1.7	9.5	455.9%	35% by 2020
Uruguay	A7	2012	23.4	28.1	19.9%	10% by 2015
Vanuatu	A7	2012	0.3	0.1	0.0%	35% by 2020
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2012	207.0	246.1	18.9%	10% by 2015
Viet Nam	A7	2012	221.2	199.9	0.0%	10% by 2015
Yemen	A7	2012	158.2	101.9	0.0%	15% by 2015
Zambia	A7	2012	5.0	8.8	76.0%	35% by 2020
Zimbabwe	A7	2012	17.8	16.2	0.0%	35% by 2020



**Annex III****PROJECTS THAT ARE CLASSIFIED AS “COMPLETED”**

<b>Agency</b>	<b>Code</b>	<b>Project title</b>
IBRD	CPR/ARS/51/INV/447	Phase-out of CFC consumption in the pharmaceutical aerosol sector (2007-2008 biennial programme)
UNDP	BGD/ARS/52/INV/26	Phase-out of CFC consumption in the manufacture of aerosol MDIs (Beximco, Square Pharmaceutical and Acme Pharmaceutical)
UNIDO	ARG/SOL/41/INV/137	Plan for phase-out of ODS in the solvent sector
UNIDO	SYR/FUM/49/TAS/95	Methyl bromide national phase-out plan (soil fumigation)



**Annex IV**

**PROJECTS THAT ARE CLASSIFIED AS “SOME PROGRESS” THAT ARE RECOMMENDED FOR CONTINUED MONITORING**

<b>Agency</b>	<b>Code</b>	<b>Project title</b>
Spain	LAC/FUM/54/TAS/40	Technical assistance to introduce chemical alternatives in countries which have rescheduled methyl bromide phase out plan (Argentina and Uruguay)
UNDP	PAK/ARS/56/INV/71	Plan for phase-out of CFCs in the manufacture of pharmaceutical MDIs
UNEP	GLO/SEV/63/TAS/308	Resource mobilization to address climate co-benefits for HCFC phase-out in low-volume-consuming countries with servicing sector only, in cooperation with other agencies
UNEP	NEP/DES/59/TAS/27	Destruction of confiscated ODS
UNIDO	EGY/ARS/50/INV/92	Phase-out of CFC consumption in the manufacture of aerosol metered dose inhalers (MDIs)
UNIDO	IRQ/FOA/57/INV/06	Conversion from CFC-11 to methylene chloride in the production of flexible slabstock foam at Al Hadi Co.
UNIDO	IRQ/REF/57/INV/07	Replacement of refrigerant CFC-12 with isobutane and foam blowing agent CFC-11 with cyclopentane in the manufacture of domestic refrigerators and chest freezers at Light Industries Company
UNIDO	MOZ/FUM/60/TAS/20	Technical assistance for the elimination of controlled uses of methyl bromide in soil fumigation
UNIDO	SYR/REF/62/INV/103	Phase-out of HCFC-22 and HCFC-141b from the manufacture of unitary air-conditioning equipment and rigid polyurethane insulation panels at Al Hafez Group
UNIDO	ZAM/FUM/56/INV/21	Technical assistance for the total phase out of methyl bromide in tobacco, cut flowers, horticulture and post-harvest uses



**Annex V**

**PROJECTS FOR WHICH ADDITIONAL STATUS REPORTS WERE REQUESTED**

<b>Agency</b>	<b>Code</b>	<b>Project title</b>	<b>Reasons</b>
Germany	BOT/PHA/60/PRP/14	Preparation of a HCFC phase-out management plan	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting, to monitor the actions taken by Botswana towards the establishment of the licensing system for ODS imports and exports to enable its HPMP to be submitted based on the guidelines in decision 60/44.
IBRD	JOR/PHA/65/INV/91	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (air-conditioning sector plan)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor for the third consecutive meeting the progress of implementation as well as the low disbursement rates of approved funds.
IBRD	THA/PHA/68/INV/161	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (foam sector plan)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor the signing of the grant agreement.
IBRD	THA/PHA/68/INV/162	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (residential air-conditioning group project)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor the signing of the grant agreement.
UNDP	BRA/PHA/68/INV/298	HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche) (foam sector plan)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor low rates of disbursement of approved funds.
UNDP	CUB/PHA/65/INV/49	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (phase-out of HCFC-141b contained in formulated polyols in the foam sector)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor the low level of disbursement of approved funds for this project approved over two years previously.
UNDP	CUB/PHA/68/INV/50	HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche) (phase-out of HCFC-141b contained in formulated polyols in the foam sector)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor the low level of disbursement of approved funds for this project approved over one year previously.
UNDP	NEP/PHA/66/INV/30	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor the low level of disbursement of approved funds for this project approved over two years previously.

<b>Agency</b>	<b>Code</b>	<b>Project title</b>	<b>Reasons</b>
UNDP	STK/PHA/64/TAS/16	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor for the second consecutive meeting the low level of disbursement and the signing of the document/letter of agreement for the HPMP approved over two years previously.
UNEP	BRU/SEV/67/INS/14	Renewal of the institutional strengthening project (phase III: 1/2013-12/2014)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor the signing of the renewal or extension of project.
UNEP	DOM/PHA/69/TAS/52	HCFC phase-out management plan (stage I, second tranche) (refrigeration servicing sector)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor progress in project implementation and disbursement rate.
UNEP	ECU/SEV/59/INS/43	Extension of institutional strengthening project (phase V)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor the rate of disbursement of approved funds.
UNEP	ERI/PHA/67/TAS/11	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor signing of the agreement.
UNEP	HAI/SEV/59/INS/16	Extension of institutional strengthening project (phase III) in Haiti	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting on the clearance of the technical and financial report (Phase II) to enable the release of the balance of the funds.
UNEP	IRQ/PHA/65/TAS/17	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (refrigeration servicing sector)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor progress in project implementation for the HPMP approved over two years previously, with low disbursement rates of approved funds, and the signing of the relevant agreement.
UNEP	KUW/PHA/57/TAS/15	TPMP verification	To request a verification report to the 73 <sup>rd</sup> meeting.
UNEP	KUW/PHA/66/TAS/19	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (refrigeration servicing sector and monitoring and verification)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor progress in project implementation for the HPMP approved over two years previously, with low disbursement of approved funds, and the signing of the relevant agreement.
UNEP	MAU/SEV/49/INS/17	Renewal of institutional strengthening project (phase IV)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting in order to monitor the signing of the renewal or extension of project.
UNEP	MAU/SEV/57/INS/23	Renewal of the institutional strengthening project (phase V)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor the rate of disbursement of approved funds and the signing of the renewal or extension of project.

<b>Agency</b>	<b>Code</b>	<b>Project title</b>	<b>Reasons</b>
UNEP	MOR/SEV/59/INS/63	Renewal of the institutional strengthening project (phase IV)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting on the closing of the project and the return of funds balances.
UNEP	PER/PHA/68/TAS/47	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (refrigeration servicing)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor the signing of the agreement.
UNEP	QAT/PHA/65/TAS/17	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (refrigeration servicing sector)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor progress in project implementation for the HPMP approved over one year previously, with low disbursement rates of approved funds, and the signing of the relevant agreement.
UNEP	SAU/SEV/67/INS/15	Extension of the institutional strengthening project (phase II: 7/2012-6/2014)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor the signing of the renewal or extension of project.
UNIDO	ALG/FOA/62/INV/75	Conversion from HCFC-141b in the manufacture of polyurethane rigid insulation foam for domestic refrigerators at Cristor	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor the signing of the agreement with companies.
UNIDO	ALG/PHA/66/INV/76	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (conversion from HCFC-22 in the manufacture of room air conditioners at Condor)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor HPMP approved over two years previously, with disbursement reported but lower than 10 per cent.
UNIDO	ALG/PHA/66/INV/77	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche) (activities in the refrigeration servicing sector including phase-out of HCFC-141b used for flushing, and project monitoring)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor HPMP approved over two years previously, with disbursement reported but lower than 10 per cent.
UNIDO	IVC/PHA/66/INV/36	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor HPMP approved over two years previously, with low disbursement rates of approved funds and signing of agreement.
UNIDO	MOZ/PHA/66/INV/23	HCFC phase-out management plan (stage I, first tranche)	To request the submission of additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting for the third consecutive meeting to monitor HPMP approved over two years previously and the low disbursement rates of approved funds.
UNIDO	QAT/SEV/59/INS/15	Renewal of institutional strengthening project (phase III)	To request, for the sixth consecutive meeting, the submission of additional status reports to the 73 <sup>rd</sup> meeting to monitor progress of the institutional strengthening project and the recruitment of the National Ozone Officer.



**Annex VI**

**PROJECTS FOR WHICH ADDITIONAL STATUS REPORTS WERE REQUESTED FOR HPMP DEVELOPMENT**

<b>Agency</b>	<b>Project number</b>	<b>Project title</b>	<b>Reasons</b>
UNEP	MAU/PHA/55/PRP/20	Preparation of a HCFC phase-out management plan	To request the Government of Mauritania to submit an additional status report to the 73 <sup>rd</sup> meeting in order to monitor the submission of the HPMP if it is not submitted to the 73 <sup>rd</sup> meeting.

-----